

L'armée israélienne tue en masse, les dirigeants occidentaux laissent faire

« Nous avons décidé d'intensifier l'opération à Gaza », a affirmé Netanyahu le 5 mai. « L'opération inclut une attaque de grande envergure [et] le déplacement de la plupart de la population de la bande de Gaza », a renchéri le porte-parole de l'armée israélienne. Intensifier l'opération ? Faire pire que les 52 000 morts gazaouis, que la destruction de tout le bâti ? En s'efforçant d'expulser les deux millions de Gazaouis et en tuant tous ceux qu'ils n'auront pas réussi à expulser ?

À Gaza, c'est l'humanité qu'on assassine

Sous les yeux du monde entier, on meurt à Gaza. Sous les bombes, mais aussi de faim. L'aide humanitaire est bloquée depuis plus de deux mois par les dirigeants israéliens, fiers d'utiliser l'arme de la faim contre la population. Il n'y a plus d'enfance, à Gaza. L'enfance, la jeunesse, ce sont des rêves, des projets d'avenir, toutes choses si profondément enracinées dans l'humanité qu'elles résistent à la misère. Elles n'ont pas résisté à Gaza. Les gosses, quand la vie ne leur a pas été ôtée par une bombe ou le tir d'un sniper, n'ont plus d'espoir, pas d'avenir : ils sont comme des vieillards, mais sans avoir vécu. Oui, à Gaza, c'est bien l'humanité qu'on assassine.

La complicité des dirigeants occidentaux

Les dirigeants européens ont éprouvé le besoin de réagir, verbalement : « Gaza est au bord de l'effondrement, du chaos et de la famine », a déclaré à l'Assemblée Jean-Noël Barrot, le ministre des Affaires étrangères. « Il est temps que l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale se réveillent. Ce à quoi nous assistons est une honte absolue », affirme de son côté son homologue belge.

« Se réveiller » pour quoi faire ? Dire « c'est pas bien » et laisser Netanyahu déchaîner le feu d'une armée suréquipée face à des populations affamées et sans défense ? Que faudrait-il pour que les dirigeants occidentaux dépassent les protestations verbales et cessent de fournir ses bombes à l'armée israélienne ?

La répression, c'est contre ceux qui dénoncent la situation à Gaza !

Ah, mais le gouvernement français n'est pas resté inactif ! À défaut de s'en prendre au gouvernement israélien, Retailleau, le ministre de l'Intérieur, s'en

prend à ceux qui le dénoncent : sous prétexte de lutter contre l'antisémitisme, il prétend interdire le collectif Urgence Palestine, un des principaux organisateurs des manifestations de soutien aux populations de Gaza.

Lutter contre l'antisémitisme ? Mais alors, c'est Netanyahu qu'il faudrait arrêter ! Car, à cause de bourreaux comme lui, les véritables antiracistes, qui luttent contre toutes les formes de racisme, doivent batailler pour que tous ceux qu'indigne la politique du gouvernement israélien ne confondent pas, justement, Juifs et sionistes ! Où et quand a-t-on vu un Retailleau combattre le racisme ? En pourchassant les femmes voilées ? En cultivant l'islamophobie à coup de textes contre les migrants, en niant le droit du sol ? Le gouvernement, en reprenant les refrains mensongers de l'extrême droite, est un des premiers à alimenter le racisme ambiant. Et Retailleau voudrait nous donner des leçons d'antiracisme ?

Il faut que cesse le massacre des populations palestiniennes !

Le 15 mai, c'est l'anniversaire de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948. Cela fait 77 ans que les Palestiniens ont été chassés de leur terre par, déjà, les exactions de l'extrême droite sioniste. Depuis 77 ans, trois générations ont passé et ont grandi dans les camps, avant que le régime d'extrême droite israélien veuille désormais les exterminer ! Soyons présents le 17 mai, notamment à Paris, dans les manifestations de solidarité avec la Palestine et contre la répression qui touche celles et ceux qui dénoncent le génocide en cours et la colonisation de l'État d'Israël.

Plus que jamais, il est indispensable que s'intensifient les manifestations contre le massacre en cours à Gaza !

Mort pour le profit

Mardi 29 avril au matin, un chauffeur de « taxi » tchèque de 60 ans qui livrait des pièces à l'usine s'est écroulé dans la zone de repos des chauffeurs. Il a été déclaré mort à 9 h 17, malgré l'intervention et les soins des pompiers, puis du Smur, qui n'ont pas pu le ranimer.

D'où était-il parti cette nuit-là ? Combien d'heures avait-il conduit ? On ne sait pas. On ne sait rien sur sa vie, ses conditions de travail.

Stellantis se cache derrière la sous-traitance et nie sa responsabilité. Pourtant c'est bien Stellantis qui met en concurrence les entreprises extérieures et écrase les salaires et les protections des travailleurs de ces entreprises, comme elle détériore sans cesse nos conditions de travail.

La loi du marché ? C'est le système qui veut ça ? Alors c'est un système à renverser.

Les ponts, c'est le pied !

Il y a encore quelque temps on nous annonçait tous les ponts pour le mois de mai, puis finalement tous ont été travaillés. Heureusement des préavis de grève ont permis à des salariés de pouvoir profiter et récupérer un peu de la fatigue. La direction n'accorde pas de pont, le pont vient à nous !

Le patron, menteur de Ligue 1

À Poissy, 200 ouvriers du montage se sont réunis sur les deux équipes pour discuter des dernières nouvelles distillées au CSE : il y a été annoncé une baisse brutale de la production, de 33 à 27 ou 24 véhicules par heure, pour septembre ou juillet. Petit à petit, la direction continue de vider l'usine, tout en affirmant haut et fort qu'il n'est pas question de la fermer.

Mais dans la presse, on en apprend plus que dans cette réunion sur le marchandage qui se joue dans notre dos : la ville de Poissy est en négociation avec le PSG pour construire un nouveau stade sur le site de l'usine !

Stellantis champion de la Ligue 1 du mensonge ! Les salariés de Poissy ont toutes les raisons de se préparer à exiger des garanties pour leur avenir.

En congés ? Qu'il y reste !

Il y a deux semaines, c'est le RG du montage qui a remplacé le RU de MV. À peine arrivé, il s'est mis à modifier et aggraver certains postes. C'était déjà lui qui s'était vanté de « *gravir des montagnes* » en voulant supprimer huit postes sur MV. Après ses « exploits » il s'est mis en congé toute la semaine dernière et ça nous a fait des vacances à tous.

Militant... du patron

Au secteur HAM, de nombreux grévistes font grève sur les temps d'overtime, ce qui fait qu'à chaque fois la production est bloquée. Du coup, le RU menace et fait pression contre la grève. Bizarre quand même pour un « syndicaliste ».

La voie à suivre

Mercredi dernier, après une panne de descenseur d'une demi-heure sur MV, la direction a tenté de récupérer quelques véhicules en annonçant un overtime sur MV, LSR et HP. Finalement, le nombre de salariés qui ont déclaré qu'ils se mettraient en grève les a forcés à annuler l'overtime.

Porsche « junior » : tunnel privé sous Salzbourg !

Wolfgang Porsche, 81 ans, président du conseil de surveillance de Porsche, veut faire construire un tunnel de 500 mètres sous la colline du centre-ville de Salzbourg jusqu'au parking privé de son manoir acquis en 2020 pour 8,4 millions d'euros.

Le richissime petit-fils des dynasties de l'automobile veut jouer le Bruce Wayne-Batman de sa ville. L'ancienne mairie complaisante lui avait donné droit d'usage des sous-sols pour trois fois rien, alors que l'immobilier augmente pour les habitants, qui s'insurgent à juste titre contre ce vieux-pété-de-thunes.

Subventionné pour licencier

ArcelorMittal, géant de la sidérurgie avec 126 000 salariés dans le monde, des dizaines d'usines et 55 milliards de chiffre d'affaires, vient d'annoncer la suppression de 630 postes en France. Environ sept sites sont visés, après la fermeture des sites de Reims et Denain fin 2024.

Un syndicaliste CFDT a déclaré : « *Ça fait des mois qu'on travaille avec la direction pour trouver des solutions, obtenir des aides, et là, ils nous plantent un couteau dans le dos.* »

Encore un syndicaliste qui s'est fait avoir : 300 millions d'euros d'aide de l'État en 2023, 850 millions pour décarboner le site de Dunkerque récemment, 1,8 milliard en tout pour moderniser la production d'acier, prêts à taux préférentiel, crédits d'impôts, droits de douane protecteurs de l'acier européen... et les licenciements en prime.

